qui ont commenté l'art. 317 de la Coutume: et en réponse je me contenterai de citer Pothier en son traité des successions, chap. 5, art. 3, § 1, qui dit que l'héritier *pour partie, par exemple, l'héritier du quart*, est tenu *du quart des dettes au delà de la valeur du quart des biens auxquels il succède, de la même manière que l'héritier unique* est tenu de la *totalité des dettes au delà de la valeur du total des biens de la succession.*

On ajoute encore que l'héritier créancier qui a des cohéritiers (par exemple celui qui aurait prêté au défunt) ne fait confusion de sa créance que pour sa part et peut s'adresser à ses cohéritiers pour le restant de sa créance.

REPONSE.

Soit ; mais quel rapport avec la question actuelle ? il ne s'agit point ici de créances particulières, mais de deux successions, l'une maternelle et l'autre paternelle dans chacune des quelles *les mêmes héritiers ont droit de réclamer également* une cinquième partie chacun : ils ont accepté purement et simplement ces deux successions, comme si elles leur avaient été dévolues toutes deux *ab intestat ; donc ils ont fait abstraction de leur qualité d'héritiers testamentaires ou de légataires universels* et ne peuvent d'après les principes concernant la confusion prétendre plus de droit ou privilèges qu'un héritier légitime ou *ab intestat* pourrait réclamer.

Or, suivant Pocquet de Livonnière, Règles du Droit Français, liv. 4, ch. 8, sect. 2, art. 1, page 396 de l'édition de 1768, la confusion arrive par le *concours de deux hérédités* dans une même personne ou par la *concurrence de deux qualités incompatibles de créancier et de débiteur dans un même sujet* : *ibid*, art. 5, par le concours des deux successions paternelle et maternelle, *les actions de reprises et de remplois.* Sont éteintes et demeurent sans effet. Quoi de plus positif ? Même doctrine dans Pothier en son traité de communauté, No. 345, et en son traité des obligations, Nos. 606 et 607 ; et s'il faut d'autres autorités, on peut encore citer le nouveau Denizart, vo. extinction des obligations, tome 8, page 351. *La confusion, y est-il-dit, arrive en la personne des enfans quand ils sont héritiers de leurs père et mère, car ces deux successions réunies en leurs personnes ne composent qu'un même patrimoine et on ne le distingue plus.* Vide aussi Ferrière en son Grand Commentaire, art. 93, § 4, No. 6. Le Repert. Juris. vo. Confusion. Parfait Notaire de Massé, to. 1, page 301, etc. etc. Et la conclusion que je tirerai de ces autorités invincibles, je puis le dire, sera que les héritiers de M. Foretier n'ayant appréhendé sa succession qu'en qualité d'héritiers légitimes et étant tenus